

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## A propos de l'Afrique

Nous avons reçu à propos d'un article paru dans notre numéro 895, une lettre qui pose deux questions fondamentales à propos de l'Afrique : quelles sont les différentes contradictions à notre époque ? Faut-il utiliser les différentes contradictions ?

La situation en Afrique n'est pas une question qui concerne seulement les peuples africains. Elle concerne les prolétaires et les peuples du monde entier, ce qui est visé par l'hégémonie et surtout le social-impérialisme russe, c'est la domination de l'Europe, indispensable pour celui qui veut dominer le monde entier. C'est donc une bataille de classe à l'échelle internationale.

(voir page 5)

### Editorial

## Non au meeting fasciste !

C'est le 27 juin, en plein cœur de Paris, à la Mutualité, que devrait se tenir le meeting convoqué par l'« Eurodroite ». Notre peuple qui a combattu le fascisme durant la Seconde Guerre mondiale, le peuple de Paris qui s'est libéré des hordes nazies au prix du sang de nombreux patriotes antifascistes, ne peut accepter une telle provocation.

Bien sûr, le Parti des forces nouvelles (PFN), le Movimento social italiano (MSI) et Fuerza nueva (Forces nouvelles - Espagne) qui composent cette « Eurodroite » ne prennent plus ouvertement le même visage que les fascistes italiens de Mussolini ou allemands d'Hitler. Mais regardons plus au fond.

Certes, le PFN présentera Tixier-Vignancourt aux prochaines élections présidentielles, le MSI est, en la personne d'Almirante, représenté au Parlement : la nouvelle extrême-droite veut se donner des couleurs légales.

Elle n'en est pas moins dangereuse. En Italie, les bandes armées d'extrême-droite assassinent des militants progressistes. En Espagne, le leader de Fuerza nueva, Blas Pinar, était un inconditionnel du boucher Franco. Fuerza nueva a participé à la tuerie organisée contre les patriotes basques à Atocha. C'est par un commando d'extrême-droite qu'a été assassiné Laïd Sebaï, à l'Amicale des Algériens en France, en plein Paris.

L'idéologie la plus répandue par le PFN en France est le racisme, la chasse aux immigrés. Or, combien d'immigrés disparaissent ou sont retrouvés morts ? Au racisme se joint le colonialisme aussi : les appels hystériques à l'envoi de paras français en Afrique du Nord, surtout contre l'Algérie de Boumédiène.

L'extrême-droite est d'autant plus dangereuse qu'elle est liée et à la mafia et au gouvernement et aux grands milieux d'affaires. A la mafia : c'est le gangster Spaggiari qui fait l'éloge de l'extrême-droite en plein tribunal. Au gouvernement : ce sont les militants d'extrême-droite qui assurent le service d'ordre de Giscard, Barre et Chirac dans leurs déplacements. Aux milieux d'affaires : c'est Louis Hazan, PDG de Phonogram et soupçonné d'être au PFN.

L'extrême-droite est le haut-parleur des gouvernements de droite. Alors que Stoléro attaque les travailleurs immigrés à coups de décrets, alors que le gouvernement lance la campagne anti-immigrée : « le million et la valise », les groupes du type Front national (de Le Pen) ou PFN couvrent les murs de Paris de slogans ouvertement racistes... en toute impunité.

Il ne faut pas que ce meeting puisse se tenir ! Les communistes marxistes-léninistes joignent leurs protestations à toutes celles de militants ou organisations antifascistes qui exigent l'interdiction de cette parade de l'extrême-droite européenne à Paris.

Philippe LECLERC

Qui sont les hommes de l'« Eurodroite » ? Voir nos informations en page 8.

### MOBILISATION CONTRE STOLERU !

Dans notre édition datée du 29 juin (et non du 28 comme nous l'avions annoncé), nous consacrerons une large place à la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, AFTAM, LOGIREP, etc. et à son soutien. Ces pages seront conçues en commun avec le « Quotidien du peuple ». Nos lecteurs peuvent en passer commande dès maintenant.

# LA GAUCHE S'ENFONCE DANS LA DIVISION

Alors que le plan Barre vient de faire un nouveau pas avec l'augmentation, vendredi matin, du prix de l'essence (plus 26 centimes), les leaders des trois partis de gauche continuent, eux, de s'enfoncer dans les contradictions internes et la polémique entre les états-majors.

On savait que les con-

tradictions sévissaient au sein du PCF. Il est de plus en plus clair qu'elles font rage aussi au sein du PS, tandis que les radicaux de gauche en sont venus aux exclusions.

Le texte que vient de publier une trentaine de responsables socialistes, proches de Mitterrand, est une

réponse à la fois à Pierre Mauroy (secrétaire et chef de la grosse Fédération du Nord) et à Rocard (secrétaire lui aussi et député des Yvelines).

Chez les radicaux de gauche, la lutte est ouverte. Après la démission de Fabre au lendemain de l'échec du 19 mars, deux

lignes s'affrontent au sein du MRG. Les contradictions en sont arrivées au point que la direction vient d'exclure trois de ses membres qui, à Aix, soutiennent le candidat radical de droite aux municipales, Joissans, et non pas le candidat socialiste.

(Suite page 8)

## Sommet de l'OUA à Paris

# Les ambiguïtés de Giscard

Giscard d'Estaing a été invité par les ambassadeurs africains membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en réunion de travail à Paris.

Au même moment, le Comité de libération de l'OUA adoptait un texte demandant la décolonisation de l'île de la Réunion.

Devant les ambassadeurs de l'OUA, jeudi, Giscard devait déclarer : « La solidarité de destin entre l'Europe et l'Afrique tient aux données évidentes de la géographie et de l'histoire. Regardons une carte : l'Europe du Sud, c'est l'Afrique. L'Afrique du Nord c'est l'Europe. »

D'une part, il est vrai que face au danger soviétique massé aux portes de l'Europe et présent de plus en plus en Afrique, il y a objectivement une certaine « communauté d'intérêts » entre les deux continents. C'est un fait.

Ces intérêts communs furent un des facteurs de la collaboration entre la France et le Zaïre pour repousser l'agression prosoviétique au Shaba.

Mais il y a l'autre aspect de la politique giscardien-

ne. « L'Algérie c'est la France » disait hier le gouvernement de Gaulle. « L'Afrique du Nord, c'est l'Europe », dit aujourd'hui Giscard... Tirons les choses au clair.

La politique colonialiste fait encore partie intégrante de la politique étrangère française. Quand l'OUA demande la décolonisation de la Réunion, Stirn, secrétaire d'Etat, comme Debré, fanatique de la colonisation, se met à crier : « La Réunion, c'est la France ». Et le Parlement se paie... cinq minutes de grève.

L'île de la Réunion doit obtenir sa pleine et complète indépendance comme toutes les colonies françaises. Le peuple de la Réunion lutte pour cela et jouit du soutien de tous les peuples du monde, dont le peuple français.

## Communiqué commun

### du PCMLF et de l'ORT (Espagne)

Une délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France a séjourné récemment en Espagne à l'invitation du Comité central de l'Organisation révolutionnaire des Travailleurs (ORT). Ce parti marxiste-léniniste, né il y a une dizaine d'années dans le feu de la lutte antifasciste en Espagne, s'est développé dans la clandestinité. Maintenant légalisé, du fait des victoires arrachées par la classe ouvrière et les peuples d'Espagne, profondément enraciné en leur sein, l'ORT est à l'avant-garde des luttes qui se développent toujours impétueusement en Espagne pour le pain, la terre, les libertés démocratiques et l'indépendance nationale.

Répondant à l'invitation du Comité central de l'ORT, une délégation du Comité central du PCMLF vient de séjourner à Madrid. Les deux partis ont eu, à cette occasion, une série d'entretiens riches et fructueux.

Ils se sont déroulés dans un climat très fraternel, dominé par la volonté réciproque de mieux se connaître, d'apprendre mutuellement l'un auprès de l'autre, de renforcer l'unité existante entre les deux partis sur la base du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung. Une très large convergence de vue sur toutes les questions abordées a été dégagée.

(Suite page 2)

## «L'Afrique est aux Africains»

Au terme de la visite du président guinéen, Sékou Touré, en Arabie Saoudite, un communiqué commun a été signé entre les deux chefs d'Etat. Il y est dit notamment :

« Les deux parties ont réaffirmé leur soutien à la cause de la libération africaine et à la juste lutte des peuples sous le joug du colonialisme et du racisme pour l'indépendance et les droits fondamentaux. »

« Les deux dirigeants se sont déclarés mécontents de la présence de bases militaires et de troupes étrangères en Afrique. Ils ont réitéré les principes suivants : l'Afrique est aux Africains ; les troupes étrangères doivent évacuer l'Afrique afin que la sécurité, la paix et l'indépendance se réalisent sur ce continent et que les peuples africains mettent en valeur leur potentiel économique dans leur propre intérêt ».

### • Vietnam

## Une propagande condamnable

« Radio Hanoi » vient de diffuser pour la première fois un appel explicite appelant les Cambodgiens à renverser le gouvernement révolutionnaire du Kampuchea démocratique. Certes, cet appel a été diffusé par la voix d'un prétendu

« réfugié khmer », mais une telle propagande n'en reste pas moins condamnable et permet d'émettre des doutes sur la sincérité des offres de paix annoncées par le Vietnam auprès du Kampuchea démocratique.

### • URSS

## Procès en série contre des dissidents

Une série de procès a lieu actuellement en URSS contre les dissidents, en particulier les personnes qui ont demandé à émigrer.

- Vladimir Slepak, ingénieur, avait été arrêté le premier juin après avoir accroché à sa fenêtre une banderole réclamant le droit d'émigrer : « KGB, donne-moi mon visa ». Il vient d'être condamné à cinq ans d'exil intérieur pour « hooliganisme » - comportement de voyou.

- Ida Nudel qui s'employait à secourir les prisonniers d'opinion et avait également demandé à émigrer a été, elle aussi, condamnée à quatre ans d'exil intérieur.

D'autres procès sont en préparation : celui d'Alexandre Podrabinek, membre actif du groupe contre les abus de la psychiatrie à des fins politiques et qui a écrit un recueil de témoignages « La médecine punitive ». L'an dernier,

il avait refusé d'émigrer. Procès également prévu contre Alexandre Guinzbourg qui s'occupait des fonds d'aide aux familles de prisonniers, en réclusion depuis quinze mois. Enfin, on s'attend aussi au procès d'Anatole Chtcharanski, militant juif pour les droits de l'homme.

### PROTESTATIONS

Les condamnations de Slepak et d'Ida Nudel ont commencé à susciter des protestations énergiques. Les professeurs Kastler, Lwoff et Schwartz dénoncent en particulier les accusations fallacieuses (hooliganisme) qui ont servi à cet « épisode de plus », et sans doute pas le dernier d'une répression qui n'ose plus dire son nom.

A l'occasion du 3e anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la République populaire du Mozambique (25 juin 1975)

### LE CENTRE D'INFORMATION SUR LE MOZAMBIQUE A PARIS

vous invite à assister aux projections :

- Du film « 25 », réalisé par José Celso et Celso Luccas (90 mn, couleur, version française) sur les fêtes de l'indépendance du Mozambique, l'histoire de la colonisation et de la lutte de libération nationale ;

- D'un montage-diapositives, réalisé par une délégation du centre d'information sur le Mozambique en août 1977 (thèmes : le développement agricole, le système d'éducation, etc.).

Les projections seront accompagnées de débats.

### PROGRAMME

Samedi 24 juin :

- 16 h : film « 25 »
- 20 h 30 : montage-diapositives

Dimanche 25 juin :

- 16 h : montage-diapositives
- 20 h 30 : film « 25 ».

Adresse : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, Métro : Plaisance ou Convention.

Participation aux frais : 5 F

# Communiqué commun

du Parti communiste marxiste-léniniste de France  
et de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (Espagne)

(Suite de la page une)

La délégation du PCMLF remercie en particulier l'ORT de la possibilité qui lui a été offerte d'avoir des entretiens et des échanges d'expériences avec différents organismes intermédiaires et de base de l'ORT.

En ce qui concerne la situation internationale, les deux partis fondent leur action sur la théorie des trois mondes, élaborée par le président Mao Tsé-toung. Basée sur une juste analyse de classe des forces existantes à l'échelle internationale, elle guide et éclaire les tâches du prolétariat international et permet seule de progresser dans la voie de la révolution mondiale. Elle fixe correctement la cible principale de la révolution mondiale aujourd'hui : l'URSS et les USA, les deux superpuissances, qui toutes deux rivalisent pour la domination du monde et, en particulier, de l'Europe. Cette rivalité menace dangereu-

sement la paix à laquelle aspirent ardemment tous les peuples, elle est porteuse d'une troisième guerre mondiale.

Des deux superpuissances, c'est l'URSS qui se montre la plus agressive et la plus dangereuse, c'est elle qui constitue le principal foyer de guerre dans le monde.

Contre elles deux, doit s'édifier le plus large front uni des pays et des peuples qu'elles menacent, rassemblant tout ce qui peut être uni pour les isoler et les abattre.

Il est de la responsabilité de chaque parti marxiste-léniniste d'y contribuer en tenant compte de la situation spécifique et des conditions concrètes de la révolution dans son pays.

Concernant la République populaire de Chine, principale base d'appui de la révolution mondiale, les deux Partis saluent et appuient les succès remportés par le peuple chinois, dirigé par le Parti communiste chinois, avec à sa tête le président Hua Kuofeng, dans l'édification d'une Chine socialiste, moderne et puissante. Ils considèrent que l'écrasement de la bande des Quatre en Chine constitue une victoire pour l'ensemble du prolétariat mondial. Ils réaffirment leur volonté de demeurer fidèles aux enseignements du président Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste-léniniste de notre temps et grand éducateur du prolétariat mondial.

Tous deux estiment nécessaire que se développe et se renforce l'unité du Mouvement communiste international sur la base des principes fondamentaux du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotse-toung. Ils estiment que la méthode la plus efficace pour cela consiste dans des rencontres bilatérales entre partis marxistes-léninistes, l'exposé réciproque de leurs points de vue, la communication de leurs expériences, dans le respect strict de l'indépendance et de l'égalité de chaque parti. Ces rencontres doivent être animées de la volonté de renforcer la connaissance mutuelle et l'unité révolutionnaire.

Le PCMLF a informé l'ORT des résultats de son troisième congrès qui a consacré l'unité révolu-



tionnaire du Parti sur les tâches actuelles de la lutte révolutionnaire en France, dirigée contre la bourgeoisie monopoliste, les deux superpuissances et le révisionnisme moderne dont le révisionnisme soviétique est le centre. Il a rappelé que le 3e congrès a reprecisé, notamment, que la contradiction principale en France aujourd'hui était entre bourgeoisie et prolétariat et qu'il n'existe pas en France d'étape intermédiaire précédant celle de la révolution socialiste. Le PCMLF a également présenté la situation existant en France, au lendemain des élections législatives de mars 1978. Celle-ci est caractérisée par le progrès de la conscience du prolétariat et des masses populaires sur l'impasse que constituent les fausses solutions du PCF. Le PCMLF a également informé l'ORT, qui s'en est réjoui, des progrès accomplis par les marxistes-léninistes de France dans la voie d'un parti marxiste-léniniste unique.

De son côté, l'ORT a informé le PCMLF de la bonne situation existant en Espagne au lendemain de la chute du fascisme, obtenue par quarante années de luttes exemplaires du prolétariat et des peuples d'Espagne. Dans la classe ouvrière et les masses populaires espagnoles, la combativité demeure très grande. Sous la direction de l'ORT, qui s'enracine toujours plus au sein des masses populaires, les luttes se développent pour les revendications économiques, l'élargissement des libertés démocratiques et des droits des nationalités, contre l'oligarchie financière et foncière, contre le contrôle qu'exerce sur l'Espagne l'impérialisme US et les tentatives de pénétration du social-impérialisme. L'ORT lutte pour l'indépendance et la souveraineté dans l'étape actuelle de la révolution démocratique et populaire.

Les deux partis considèrent que le PCF et le PCE sont des partis révisionnistes traités à la classe ouvrière de France et d'Espagne. Ils considèrent que le phénomène qu'on appelle « eurocommunisme », préconisé par le PCF et le PCE, n'a rien d'original. C'est une version de plus du révisionnisme moderne. Tant le PCF que le PCE ne sont pas des forces qui servent à la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales de France et d'Espagne. Au contraire, ce sont des forces qui maintiennent des liens étroits avec le social-impérialisme, la superpuissance la plus agressive, qui a soumis à son contrôle et réduit à l'état de colonies des pays d'Europe de l'Est et qui menace la souveraineté et l'indépendance nationales des pays d'Europe de l'Ouest. Aussi bien le PCF que le PCE appuient les plans expansionnistes de l'URSS en Afrique, ce qui est contraire aux intérêts, non seulement des pays et des peuples d'Afrique, mais aussi des pays et des peuples d'Europe.

Des liens révolutionnaires anciens et étroits unissent les classes ouvrières et les peuples d'Espagne et de France. Le PCMLF et l'ORT se réjouissent profondément de la fraternité et de l'unité révolutionnaires profondes qui a marqué leurs entretiens et qui préfigurent à des relations encore plus étroites et plus riches dans l'avenir, selon leur souhait commun.



• Nice

## Pas de nouvelle du Médecin malade de la pègre

Les bruits les plus invraisemblables courent sur l'absence prolongée de Jacques Médecin, maire de Nice. Il ne s'agit pas uniquement d'une rumeur publique incontrôlable ou de faux bruits soigneusement orchestrés. Des sources sérieuses en sont à l'origine. C'est le journal « Nice-Matin » qui s'en fait l'écho le premier.

C'est ainsi que la rumeur publique chuchote que cette absence ne serait pas sans rapport avec le procès fait actuellement à des caïds importants de la drogue dont Urbain Giaume. Ce monsieur est patron d'une boîte de nuit niçoise et en cours de procès.

Plus invraisemblables seraient les bruits d'un Médecin parti rejoindre Spaggiari, le cerveau du casse de Nice, et se partager le butin.

Toujours est-il que le premier magistrat de la bonne ville de Nice s'est envolé (c'est le cas de le dire) le 22 mai dernier, pour aller assister à la Coupe du monde de football, et qu'il n'a pas donné, depuis lors, signe de vie...

L'article du journal « Nice-Matin », semble témoigner d'un état de disgrâce dans lequel serait tombé le « brave Jacques » à qui ses partisans reprochent précisément de souvent trop en faire au point de devenir encombrant pour la réalisation des bonnes affaires. Le RPR ne serait pas étranger à cette entreprise.

Les liens du maire avec la mafia ne sont en effet qu'un secret de polichinelle. Tant que les liens des politiciens de droite avec la pègre restent discrets, ce petit monde ne bouge pas, cela lui profite. Mais quand cela devient trop connu...

Selon des informations de notre correspondant.



## Elections municipales à Aix

Samedi matin se déroulera à Aix-en-Provence le second tour des élections municipales. Les élections précédentes ayant été annulées par suite d'irrégularités (on ne sait plus qui les commet... tant il y en a !).

La municipalité PS sortante de Ciccolini se trouve en mauvaise posture face au candidat de droite, Joissans. Il faut dire qu'un parti de l'équipe du maire de gauche est passé du côté du candidat de droite. Il faut dire aussi que le maire PS a refusé l'Union de la gauche qu'implorait le PCF.

Ciccolini est d'ailleurs assez fort à ce jeu-là : au premier tour, il refuse traditionnellement les avances du PCF et au deuxième, pour se faire élire, il sollicite les voix du PCF « pour barrer la route à la droite ».

En matière de maquillage électoral, le maître reste Gastounet (Gaston Defferre) dont l'un des journaux « Le Provençal » soutient le socialiste Ciccolini et dont l'autre journal, « Le Méridional » soutient la droite, Joissans.

Ces petits jeux commencent à écœurer pas mal de gens. Au premier tour, le PS a perdu 1 000 voix. Le PCF qui se présentait seul, vu la désunion de la gauche, a perdu 4 000 voix, et 8,75 % des suffrages reçus en 1977. La PCF a aussi perdu par rapport aux législatives de mars : 2 800 voix de moins, soit 1 %. C'est une telle chute, que la « Marseillaise », quotidien du PCF, reconnaît qu'une partie de son électorat s'est réfugiée dans l'abstention.

La droite et son candidat réactionnaire ont progressé de 2 000 voix par rapport à 1977. Mais le fait le plus significatif pour l'avenir est le chiffre des abstentions, en nette hausse. Il y a eu au premier tour, 44 % d'abstentions, contre 32 % aux municipales et 21 % aux législatives dernières.

Alors que faire au second tour ? Repousser le réactionnaire Joissans. Refuser tout chantage sentimental du PS du genre : « Vous n'allez pas faire le jeu de la droite ! ». S'abstenir massivement au second tour.

L'avenir n'est pas dans ce jeu électoral, il est dans nos luttes, il est dans la voie ouverte à nouveau à Renault et aux arsenaux.

... D'après des informations de notre correspondant.

## Le comité central du PCF

### face à ses contestataires

Bien que la direction PCF affirme que l'affaire est réglée, Claude Poperen dans son rapport politique devant le dernier Comité central a quand même daigné parler de la contestation interne qui secoue son parti.

« Nous nous refusons à toute pratique d'amalgame entre les animateurs de cette entreprise (entreprise de fraction, le terme vise Althusser, Elleinstein, etc.) et les camarades qui se posent des questions sur la politique de leur parti, qui expriment des désaccords ». C'est ainsi que Poperen fait la distinction entre, d'une part les quelques intellectuels qui ont publiquement pris position contre le rapport de Marchais au Comité central qui suivit les élections et d'autre part, les très nombreux militants de base qui se posent des questions à titre divers.

C'est la vieille tactique de « diviser pour régner » : nommer des boucs-émissaires, les accuser de faire le jeu de la droite (et bien sûr du PS...), pour mieux éviter le débat.

Car, par ailleurs, le rapport ne cite même pas les questions qui restent en débat et qui sont des points de ligne importants. Certaines remettent même en cause la ligne du 22e Congrès. Nous en citons quelques unes dans l'encadré ci-joint.

Même pour les militants de base qui se posent des questions, au fond le débat n'aura pas lieu : « S'il n'y a aucune raison de remettre celle-ci (la ligne du PCF) en cause, il faut bien comprendre qu'à l'heure actuelle des questions et des interrogations peuvent exister, qui ne seront levées que par la discussion politique. » Autrement dit, discutons de tout, mais ne remettons pas en cause la ligne.

#### ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE AU RÉVISIONNISME

Comment combattre la ligne révisionniste du Comité central du PCF. Important recueil de documents et de textes de Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal, ancien militant du PCF, exclu pour ses idées révisionnistes.

Alors, dans ces conditions, de quoi peut-on discuter ? Et à quoi sert une discussion qui ne peut porter sur la ligne politique ?

Un parti qui se dit communiste ne se devrait-il pas, après l'échec qu'a connu sa ligne, remettre en cause cette ligne, assumer le débat sur ce point ? Faire son auto-critique là où il le faut et avancer d'un pas neuf ? Si, bien sûr, c'est ainsi qu'agit un authentique parti communiste.

Mais il y a déjà longtemps qu'au PCF, on n'agit plus ainsi. La responsabilité en incombe avant tout aux organismes dirigeants, au Comité central. Cette dernière réunion du Comité central en est une nouvelle preuve.



Lors de la manifestation du 1er Mai 1978.

### Les questions que Marchais veut nier

- Avoir tout misé sur la prise du pouvoir par les élections (présidentielles ou législatives) n'a-t-il pas amené la direction du PCF à s'opposer à bien des luttes ?

- L'Union du peuple de France regroupant la classe ouvrière avec les petits et moyens patrons, sous prétexte que nous sommes tous victimes de la politique giscardienne, n'est-ce pas cela la collaboration de classe ?

- L'URSS est-elle un pays socialiste ? N'est-ce pas plutôt un pays où le capitalisme a été restauré ?

- L'alliance sans principe et ensuite la polémique d'appareil du PCF vis-à-vis du PS a-t-elle contribué à unir la classe ouvrière ? N'a-t-elle pas plutôt contribué à la diviser ?

- N'est-ce pas la tactique d'Union de la gauche préconisée et appliquée par le Comité central du PCF depuis 12 ans qui a remis en selle le PS, Parti social-démocrate ?

- Marchais et le Comité central n'ont-ils pas utilisé les mots « centralisme démocratique » pour empêcher tout débat de fond au sein du PCF ?

## Le juge De Charette inculpe l'ex-PDG des Houillères du Nord

Le juge De Charette a inculqué l'ancien PDG des houillères du Pas-de-Calais pour « homicides et blessures involontaires ».

En 1974, deux accidents dans les houillères avaient coûté la vie à cinq personnes. Le 31 mai 1974, un fermier, Robert Griboval, et ses trois filles de sept, huit et treize ans mouraient, asphyxiés dans une ferme, près de Béthune, en raison d'une fuite de gaz dans une canalisation souterraine des houillères. Le 18 juillet de la même année, une nouvelle fuite faisait une nouvelle victime, Yvonne Meunier, qui habitait près de Lens.

Une enquête prouvait qu'entre le 1er janvier 1970 et le mois de juillet

1974, une centaine de fuites s'était produite sur le réseau de canalisation des houillères, réseau qui acheminait le gaz d'une usine à une autre.

Pour le juge De Charette, ces fuites étaient prévisibles car ce gaz corrode les canalisations de l'intérieur. S'il n'est pas possible d'empêcher la corrosion, par contre il est possible de mettre en œuvre un dispositif qui en neutralise les conséquences. Cela fut d'ailleurs fait après l'accident.

Étant donné le coût élevé de l'opération, cette disposition de sécurité ne pouvait être prise que par l'ex-PDG des houillères. Le juge De Charette a donc décidé de l'inculper seul. Un premier pro-

cès avait déjà eu lieu contre les subalternes du PDG. De Charette a levé ces inculpations, considérant que seul le PDG était responsable.

Ce n'est pas la première fois que des juges posent de tels actes. C'est un signe des temps : l'appareil capitaliste craque même de l'intérieur. Bien sûr, la lutte au sein de l'appareil judiciaire d'État est limitée. Mais il est important que des juges, là où ils sont, dans leur travail, fassent le choix que vient de faire De Charette et que le Syndicat de la Magistrature les soutienne. De Charette a choisi, à propos d'une affaire précise, le camp des travailleurs contre le camp du patronat.



## ● LASIR-Liancourt (Oise) 94 licenciements : ils occupent !

Les travailleurs de chez Lasip sont en grève avec occupation depuis le 5 juin à 70 %, pour s'opposer aux menaces de licenciement qui touchent pratiquement la moitié du personnel. Il y a déjà eu refus des marchandages de la direction, proposant la réintégration de deux licenciés et le reclassement de dix autres à plus de 70 kilomètres de Liancourt.

Une manifestation de soutien de deux cents personnes s'est déroulée dans les rues de Liancourt, à l'appel de l'UIB-CFDT et de l'UL-CGT. Malgré la plainte de la direction et les menaces d'expulsion par le tribunal de Beauvais, les travailleurs continuent l'occupation et tiennent un stand sur la fête communale.

Après quinze jours d'occupation, les ouvriers de Lasip continuent de lutter avec la même détermination.

tion. Les grévistes s'organisent : assemblées générales souveraines, popularisation et soutien sur les usines du coin : Saint-Gobain, Allinquant, etc. Les grévistes ont tenu un stand à l'occasion de la fête communale avec tombola ; beaucoup de gagnants remettaient leur lot en jeu par solidarité.

En quinze jours, un million trois cent mille anciens francs ont été collectés et permettent de tenir. Pour jeudi, une nouvelle négociation est prévue. Aucune illusion de la part des travailleurs. Seul, le renforcement de la lutte paiera. Partout où la bourgeoisie frappe, partout la riposte ouvrière est ferme, les travailleurs de Lasip le montrent. Ils continuent l'occupation avec la même fermeté, le même désir de victoire.

Correspondant HR après discussion avec les travailleurs de Lasip

## ● Imprimerie Oberthur-Rennes Les auxiliaires offset en grève

Depuis le 6 juin, les auxiliaires employés sur les machines offset sont en grève sur le tas. L'objectif de cette lutte est une augmentation de salaire de sept points, environ 150 F. Le salaire mensuel est actuellement de 2100 F. Or, le patron accepte ces sept points d'augmentation, mais en échange de la suppression de douze postes et les sept points accordés le seraient en deux reprises : trois, puis quatre. Cette position patronale, outre qu'elle retarde cette indispensable augmentation, porte atteinte aux conditions de travail et, à plus long terme, constitue une dégradation de l'emploi dans une période où l'inflation ronge le pouvoir d'achat de tous les salariés et où le chômage sévit.

Rappelons qu'à l'inauguration de nouveaux ateliers Oberthur à Chantepie, M. Jeanson, président de la Société financière Ober-

thur, se félicitait de la bonne marche et du développement de l'entreprise (Ouest-France du 17/18 juin 1978).

Cette lutte menée par la totalité des auxiliaires et la section CGT du Livre d'Oberthur reçoit l'appui des autres travailleurs de l'entreprise qui soutiennent financièrement la grève de leurs camarades.

Nous soutenons totalement la lutte des ouvriers et de leur section syndicale CGT sur leurs revendications. Tous unis, ils obtiendront satisfaction. Face aux mesures d'austérité, un peu partout en France, la classe ouvrière réagit : Renault, les arsenaux, la SPLI, etc., et refuse de faire les frais de la crise du capitalisme. Non au chantage patronal, non aux salaires de misère, les travailleurs ne doivent pas payer la crise.

Correspondant HR

## ● SPLI-Bretagne

# Les ouvrières organisent la lutte dans toutes les usines

Depuis le dépôt de bilan de la SPLI, le 31 mai dernier, les ouvrières de Rennes, Fougères, Châteaugiron, Ploermel, Saint-Brice se sont progressivement prononcées pour la garde des usines pour empêcher toute liquidation de leur outil de travail.

Ce sont d'abord les ouvrières de Rennes et de Châteaugiron qui se sont prononcées pour l'occupation des deux usines alors qu'à Fougères, Ploermel et Saint-Brice, on préférait attendre les résultats du comité central d'entreprise, réuni le 12 juin, et qui devait statuer sur les licenciements. Or, à ce comité central d'entreprise, la décision était annoncée de fermer immédiatement les différentes usines.

Aussi la garde des usines s'est-elle généralisée. A Fougères, après une journée d'hésitation, (les ouvrières ont tout d'abord refusé la garde de l'usine), la décision a été prise, vendredi, de garder les locaux de jour en demandant à la municipalité d'assurer la surveillance de nuit. C'est cette même solution qui a été adoptée à Saint-Brice.

Aujourd'hui donc, les cinq usines sont gardées par les ouvrières et la lutte pour conserver les emplois s'organise progressivement.

Cette lutte, qui s'amorce, sera sans doute difficile. Le gouvernement et les trusts veulent liquider sans appel les secteurs jugés peu concurrentiels et, si une riposte massive ne fait pas échec à leurs projets, ils auront la voie ouverte pour d'autres liquidations et d'autres fermetures. Alors que faire ?

Nous pensons, pour notre part, qu'il est possible de vaincre, mais à plusieurs conditions.

Il faut lutter pour l'unité des travailleuses contre toutes les divisions.

Il faut lutter contre les manœuvres du groupe ETAM qui veut garder la marque « Huit » produite à Rennes et Châteaugiron et qui proposait le licenciement de toutes les ouvrières, sauf une centaine sur Rennes.

ment de toutes les ouvrières, sauf une centaine sur Rennes.

Il faut lutter contre la concurrence et les divisions syndicales. Aujourd'hui, une compétition s'engage entre la CGT, seule à Rennes et à Châteaugiron, et la CFDT présente à Saint-Brice, Fougères et Ploermel, pour avoir la direction de la lutte.

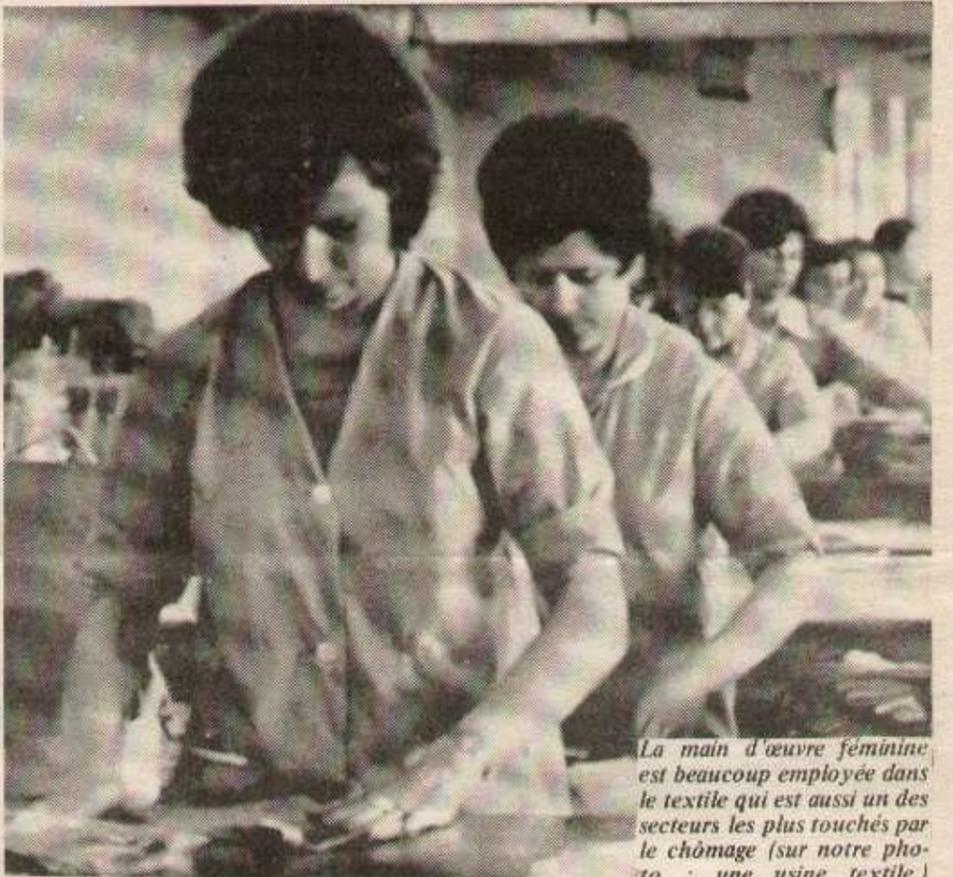
Les divisions syndicales ont fait un tort énorme à la

ble. Derrière les travailleuses, la liquidation de la SPLI, c'est aussi la liquidation de nombreuses activités sur toute une région. Ce sont de petits artisans, de petits commerçants qui sont touchés. Dans la région de Saint-Brice, la fermeture de l'usine, c'est la disparition d'un tiers des emplois, mais c'est aussi l'arrêt d'un projet de lotissements et de travaux dans le bâtiment.

est pour eux l'occasion de poursuivre leur querelle.

Le PS, tout d'abord, voudrait mettre en avant les rencontres municipales entre les maires de Ploermel, Saint-Brice, Fougères, Châteaugiron et Rennes. Hervé, maire socialiste de Rennes, a un poids suffisant pour utiliser ces rencontres comme une tribune pour le PS.

Le PCF, de son côté, ne l'entend pas ainsi et, dernière-



La main d'œuvre féminine est beaucoup employée dans le textile qui est aussi un des secteurs les plus touchés par le chômage (sur notre photo : une usine textile.)

lutte des travailleurs avant et depuis les dernières législatives. Il faut en finir avec ces divisions et créer une véritable unité des travailleuses de la SPLI, quel que soit leur syndicat et quelle que soit l'usine où elles travaillent, sur la base de la lutte contre tous les licenciements.

C'est l'unité des travailleuses et de leurs sections syndicales qui, seule, peut faire avancer les choses.

Il faut lutter pour l'unité populaire la plus large possible.

L'appui des conseils municipaux des petites communes autour de Fougères, Saint-Brice ou de Ploermel, c'est aussi une forme d'appui des paysans à la lutte des ouvrières.

C'est sur cette base-là que nous, marxistes-léninistes, pensons possible d'avancer et de gagner contre la politique du pouvoir.

D'un autre côté, il y en a assez des manœuvres et des querelles politiciennes de toutes sortes : le Parti socialiste et le Parti communiste, qui ont conduit dernièrement les travailleurs dans une impasse, sont les principaux responsables de la démobilité contre laquelle il faut lutter aujourd'hui. Pire, la lutte des travailleuses de la SPLI

remont, lors d'une manifestation des ouvrières de la SPLI, il a sorti un tract où l'essentiel des coups était porté contre le PS.

Il y en a assez de ces querelles et de ces manœuvres. C'est pourquoi nous mettons en avant les mots d'ordre suivants :

- Non au Boussac breton !
- Pas un seul licenciement !
- Soutien total aux travailleuses de la SPLI !
- Unité de toutes les travailleuses !
- Solidarité ouvrière et populaire !

Correspondant Fougères

### HALTE A L'OFFENSIVE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE EN AFRIQUE

EXPOSITION - MEETING

Samedi 24 juin de 14 à 20 h

Salle de l'Épicerie

12, rue du Renard - Paris 14e  
(Métro Hôtel de Ville)

ORGANISÉE PAR

Le Mouvement patriotique anti-social-impérialiste au Zaïre  
les communistes marxistes-léninistes du Zaïre  
El Amel Tounsi (Le Travailleur tunisien)  
L'Association générale des étudiants du Gabon (AGEG)  
L'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC)  
Guinéens pour la Démocratie nouvelle (GDN)  
Les patriotes mauritaniens

SOUTENUE PAR L'« Humanité rouge »

- 14-17 h 30 : Stands, exposition de panneaux sur la situation dans différents pays d'Afrique et l'offensive social-impérialiste, notamment au Zaïre. Diapositives, forum.  
- 17 h 30 - 19 h 30 : Meeting.

Les tracts et affiches sont disponibles à notre local



PRIX 5 F

Cette brochure est toujours disponible passez vos commandes à APN Éditions  
BP 279 - 75866 - Paris  
Cédex 18

## ● Centre de tri-Evry

### Victoire contre une note anti-grève

Suite à une grève de 24 h, le chef de centre passe une note de service : en cas de grève, les brigades de nuit devront rattraper le travail le samedi. Le chef de centre est un homme de gauche, social, libéral.

Les travailleurs ont répondu à leur manière : délégation de masse, manifestation dans les couloirs. Devant la grande combativité des travailleurs syndiqués CGT, CFDT, FO et non-syndiqués, le chef de centre cède. C'est la victoire, la note est annulée.

Un communiste marxiste-léniniste



A propos des interventions policières dans les usines

## Ne pas laisser s'installer la répression des luttes

La bourgeoisie a lancé depuis les élections une opération charme en direction des hauts dignitaires syndicaux. On nous a ressorti la politique de concertation à froid. Giscard-Barre pensaient sûrement que les travailleurs accepteraient de rester sages et attendraient leur salut des négociations-bidon.

Mais la vie en a décidé autrement et les luttes se sont développées à un rythme jamais atteint depuis près de deux ans où elles avaient été fort nombreuses.

D'ailleurs ces mouvements, ces luttes (Renault, les arsenaux, Moulinex, Berliet, etc.) n'étaient pas prévus par les ténors du gouvernement. Aussi ont-ils répondu et répondent-ils toujours davantage aux luttes par l'emploi de ce qu'ils appellent « la force publique ».

Plus d'un millier de CRS à Cléon pour chasser les grévistes, des centaines à Flins, interventions répétées contre des piquets de grève (Henkel à Reims, voir notre article ci-dessous), menaces d'expulsion chez Moulinex, intervention aussi à Sainte-Anne, aux arsenaux à Brest, à la lainière de Cambrai, à l'hôpital de Montpellier, etc.

### FRAPPER FORT

Cette offensive généralisée contre les grévistes par l'emploi massif des carabiers du capital, quelle que soit la forme que cela prend, montre bien que la bourgeoisie entend ne pas tolérer la lutte contre sa politique, à partir du moment où cette lutte prend la forme de conflits très durs et très mobilisateurs.

Pour Barre et les monopoles qu'il représente, il est essentiel de passer le cap des vacances sans trop de casse, de conclure le plus tôt possible des accords partiels mais signifi-

catifs avec les dignitaires syndicaux. La situation économique est telle qu'elle justifie l'emploi des flics, des CRS contre les grévistes. Frapper fort et tout de suite afin d'éviter ou de retarder le plus longtemps possible un développement plus grand

des luttes.

Empêcher le mouvement spontané, Barre ne le peut pas, mais le réduire par la force, la matraque, effrayer les gens pour les empêcher de se grouper, cela il peut essayer de le faire.

### UN PLAN CONCERTÉ

L'emploi de la répression est l'expression concrète de la volonté politique de la bourgeoisie de garder son pouvoir. Ce n'est pas un hasard. Il ne s'agit pas non plus d'« un fait regrettable » ou « du détournement des policiers de leur réel travail » comme le disent les dirigeants CGT, PCF, PS qui réclament à cors et à cris une augmentation des effectifs de police qui servent à réprimer les ouvriers et les autres travailleurs. Il s'agit

d'un plan concerté, bien établi.

### LES MOYENS

Contre ce plan, l'unité des travailleurs, de la classe ouvrière est nécessaire. Il faut créer un rapport de force, organiser des groupes d'autodéfense, réaliser l'unité avec les autres usines proches afin de mobiliser des milliers et des milliers de personnes contre les flics rapidement, efficacement. Il faut se donner les moyens de cette organisation, en discuter, briser net les idées qui assimilent les flics à « des travailleurs comme les autres ».

Ce n'est qu'à ce prix que la bourgeoisie verra que quand elle touche à un cheveu d'un seul ouvrier, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui lui répond.



L'intervention des flics à Renault-Flins.

● Henickel - Reims : En dépit des gardes-mobiles

## Le piquet de grève se maintient

Depuis mercredi 14 juin, les travailleurs de chez Henickel (fabrication de lessives) sont en grève illimitée.

La grève est à l'initiative de la section CGT majoritaire dans l'usine. Il y a aussi FO et la CFTC (c'est l'ex-CFT de l'usine). Ces syndicats sont du côté du patron.

L'usine est connue à Reims pour ses mauvaises conditions de travail, les risques de maladie, etc. Les revendications des travailleurs en grève sont : 5e semaine de congés payés, prime de poste de 15 F. par jour pour les ouvriers postés, (les 3 x 8 et les 4 x 8), soit 200 travailleurs sur un effectif total de 374 (cette prime permet d'égaliser les salaires

avec ceux de l'usine de Chalon-sur-Marne) pour un même travail, un salaire égal (problème de classifications), amélioration du pouvoir d'achat et augmentation des salaires suivant l'indice CGT.

### LA LUTTE

La lutte a vraiment démarré le mercredi 14 juin où 80 % du personnel s'était mis en grève, jeudi ils étaient 90 %. Jeudi 15 juin après-midi, la direction (M. Chagneau et compagnie) refuse de donner l'accompte

bimensuel, prévu par la convention collective, pour le travail effectué. Face à ce chantage antigreve du patron, les travailleurs disent : « La direction ne partira pas ! », et bloquent la sortie de l'usine. Le patron a alors fait appel à ses troupes : trois cars de flics, plus deux cars de gardes mobiles qui sont intervenus contre le piquet de grève. Il y a eu trois blessés hospitalisés par le SAMU. Tous les ouvriers présents devant l'usine ce vendredi 16 juin ont en mémoire ce qui s'est passé aux Verreries Mécaniques Champenoises (VMC) l'an dernier : même scénario, puis trois jours après, les flics n'ayant pu mener à bien leur sale besogne, ce fut un com-

mando fasciste qui tira dans le tas, blessant mortellement Pierre Maître. Chez Henickel, tout le piquet de grève est déterminé et vigilant, le patron doit céder, la grève est donc maintenue totale et illimitée.

La solidarité se met en place, pas seulement au niveau du groupe. Sur la ville même, dès vendredi, les travailleurs des docks rémois ont fait deux heures de grève à 100 % contre l'intervention des flics. Des délégations des ouvriers de Remafer, de Parchimie, des compteurs Schlumberger, de la PUM sont venus apporter leur solidarité de classe au piquet de grève.

Articlé fait après discussion avec les grévistes.

Pour comprendre la situation en Afrique

## Une bataille de classe à l'échelle internationale

Je viens de lire votre article dans L'« Humanité rouge » No 895 « Concentrer l'essentiel des coups sur la cible principale ». C'est une belle construction, assez académique, bien qu'on puisse trouver quelques arguments contestables. Mais « l'essentiel » c'est que votre thèse n'a rien à voir avec les intérêts de classe du prolétariat. Non, la « contradiction principale » reste et pour longtemps encore la contradiction capital-travail. Ne pas oublier le principe de Clausewitz : « La guerre n'est que la politique continuée par d'autres moyens ». La classe ouvrière doit donc se servir des rivalités et des difficultés inter-impérialistes, de la guerre inter-impérialiste elle-même pour abattre ses exploiteurs, en tout cas pour préparer leur chute et cela aussi bien dans les pays révisionnistes que dans les pays capitalistes traditionnels. Entrer dans le jeu de ces rivalités pour soutenir les uns contre les autres ce n'est pas, pour la classe ouvrière de tous les pays, se libérer, mais perpétuer son esclavage.

Une lectrice.

Réponse de Claude Lebrun

### 1) L'époque de la révolution prolétarienne mondiale

L'article rappelait une réalité survenue ces dernières années : l'apparition du social-impérialisme russe, puis ses objectifs, ses interventions sous différentes formes, le fait qu'il soit l'impérialisme le plus dangereux, et qu'en Afrique, il soit la cible principale et non l'impérialisme français, sur la quelle doivent être concentré l'essentiel des coups.

La révolution dans chaque pays dominé est une nécessité, mais si l'on ne la replace pas dans le cadre de la révolution mondiale, on est comme le myope qui ne voit clairement que les choses qui sont devant son nez. Il faut lui mettre des lunettes. Hors pour maîtriser une situation il faut en connaître, en distinguer clairement et analyser toutes les composantes pour décider ce qui est déterminant. Il faut, à la fois, partir de la réalité concrète historique de l'époque, partir de l'ensemble du globe et non d'une région particulière et partir des intérêts fondamentaux et généraux du prolétariat.

A quelle époque sommes-nous ? Lénine l'a défini en 1916 : à partir de la première guerre mondiale, c'est l'époque de l'impérialisme et les peuples opprimés font partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale. Ce qui veut dire qu'à notre époque, les luttes de libération nationale dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, que n'importe quelle lutte anti-impérialiste est conforme aux intérêts du prolétariat et contribue à la révolution prolétarienne mondiale.

Après la victoire de la première révolution prolétarienne en Russie, en octobre 1917, nous sommes entrés dans une nouvelle ère des révolutions. Un tel point de vue a été réaffirmé par Staline, puis porté à un niveau supérieur par Mao Tsé-toung dans son ouvrage « De la démocratie nouvelle ». La lutte nationale doit toujours être liée à la lutte pour la révolution prolétarienne.

La réalité concrète nécessite d'avoir, outre un point de vue stratégique, un point de vue tactique : concentrer nos forces sur l'ennemi principal.

Qui domine à l'heure actuelle dans l'arène internationale ? Quel est l'impérialisme montant, celui qui peut prétendre à un repartage du monde en sa faveur ?

A l'heure actuelle, ce sont les États-Unis et l'URSS qui sont les impérialismes dominants, ce sont eux les plus grands exploiteurs internationaux.

L'impérialisme montant, c'est le social-impérialisme russe, c'est lui qui cherche à ravir la suprématie à son rival américain. Pour cela, il s'attaque à la fois au tiers monde et aux pays industriels développés, le second monde. Par ailleurs, cela ne veut pas dire que ces derniers sont devenus de doux agneaux, leur nature de classe - d'exploiteurs - n'a pas changé.

Que ce soit au niveau national ou au niveau mondial, il faut toujours concentrer l'essentiel des coups sur la cible principale.

Les forces principales de la révolution, sur le plan international, ce sont les pays et peuples du tiers-monde.

Les pays du second monde, telle que la France, sont les forces intermédiaires, susceptibles d'être ralliées et unies. Une telle stratégie permet au prolétariat international d'unir, dans la lutte de classe sur le plan mondial, toutes les forces qui peuvent s'unir à lui et former le front uni le plus large, en vue de combattre les principaux ennemis.

(A suivre)

## Conseil des ministres consacré à la santé

### Une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres

Le conseil des ministres de mercredi était entre autres choses consacré à ce que le gouvernement ose encore appeler : « La santé ». Il s'agit pour Simone Veil, aidé de Monory, qui, lui, est chargé de veiller à la libération des prix, de libérer les prix de médicaments.

Comment accroître les profits ? C'est là la préoccupation principale du pouvoir en matière de santé. Comment est-ce possible sinon en augmentant en premier lieu les prix des médicaments.

Mais agir sur les prix ne suffit pas. Il faut aussi que la hausse de ces prix ne soit pas trop élevée cependant pour que les produits puissent être consommés en nombre suffisant.

De ce fait l'augmentation des prix restera dans certaines limites. Compétitivité oblige.

D'autre part, un autre objectif de la politique de la santé du gouvernement est de réduire les dépenses de santé. La théorie officielle est que les Français (les travailleurs) se soignent trop et ruinent la sécurité sociale. Nous ne reviendrons pas sur cet argument. Le

gouvernement n'envisage donc pas d'accroître la consommation des médicaments remboursés par la sécurité sociale. Par contre il est décidé d'accroître la production, l'exportation et la consommation de médicaments dits de luxe, qui sont chers et non remboursés par la sécurité sociale. Il semble que ces produits de luxe servent à débayer la voie à une nouvelle politique du médicament. La recherche en effet s'oriente depuis quelques années vers la production de médicaments de haute qualité mais très chers. D'autre part, d'ici une dizaine d'années, un grand nombre de médicaments vont perdre les brevets de fabrication qui les protègent. Ceci permettra d'en confectionner des copies qui seront des médicaments au rabais et peu coûteux à la production. Les médicaments des pauvres.

## Culturel

### Qui est Herbert Von Karajan ?

Depuis quelques semaines Herbert Von Karajan, chef à vie du Philharmonique de Berlin, est la vedette de concerts, émissions de télé et de radio, et ses disques se vendent comme des petits pains. Hier encore, dans notre rubrique télé (HR No 915 du vendredi 23 juin), nous avons signalé l'émission de Jacques Chancel, « Le grand échiquier », de ce samedi qui lui est consacrée. Mais qui est-il ?

C'est, sans nul doute, un musicien et un chef d'orchestre de grand talent, mais c'est aussi un manager à la tête d'un empire commercial, propriétaire d'un voilier de douze mètres, d'une Ferrari et d'un Jet. En outre son passé est celui d'un opportuniste prêt à tout pour arriver.

Autrichien d'origine, il flirta avec le parti nazi après l'Anschluss pour conserver sa place de chef d'orchestre de l'opéra municipal d'Ulm. Protégé de Goering, il fut invité à Berlin pour diriger « Fidelio » à la tête du Philharmonique de Berlin. Quatre ans plus tard, Furtwaen-

gler qui dirigeait ce grand orchestre, et qui avait commis « l'imprudencence » de protéger ses musiciens juifs, fut destitué par les nazis. Karajan accepta alors de prendre la direction de la célèbre formation.

Au printemps 1941, Karajan viendra à Paris pour diriger « Tristan et Isolde » à l'Opéra, ainsi que la « Messe en si mineur » de Bach au palais de Chaillot. Il reviendra à nouveau en 1944 pour diriger le « 2e concerto brandebourgeois » au théâtre des Champs-Élysées.

Ces compromissions ont contraint Karajan à se faire un peu oublier après la défaite des nazis, mais en 1948 grâce à ses relations il parvient à se faire de nouveau admettre à Paris, puis à Londres et enfin à New-York après une longue quarantaine. Aujourd'hui, il est chef à vie du Philharmonique de Berlin, ainsi que directeur et metteur en scène permanent du Festival de Salzbourg.

\* L'Anschluss est l'acte par lequel l'Allemagne nazie annexa l'Autriche en 1938.

# La mort d'une ouvrière

Une ouvrière de Riorges (Loire) s'est laissée mourir à petit feu dans son appartement. Un fait divers comme tant d'autres pourrait-on dire. Mais cette mort illustre mieux que des discours la situa-

tion dans laquelle se trouvent des centaines de milliers de chômeurs qui n'ont plus de quoi vivre et que les patrons jettent à la rue, comme on jette un objet inutile, au mépris de leur dignité.

Lucienne Simonet était une femme d'une quarantaine d'années, qui, au dire des ses voisins, respirait la santé. Elle travaillait à la bonneterie Gudimard à Roanne jusqu'au moment où celle-ci a fermé. Lucienne faisait partie des 80 ouvrières licenciées. Pour la plupart des femmes mises au chômage, l'annonce du licenciement a provoqué un choc, un trou. Si le travail n'est pas drôle dans cette société, le travail c'est pourtant la première nécessité, celle dont dépend le reste. Alors sans travail, on n'est plus grand chose. Au début Lucienne avait touché les 90 % de son salaire. Puis un jour, ce ne fut plus que 35 %, moins de 600 F par mois. Elle cherchait bien du travail. Cette quête désespérante rongea aussi l'esprit de ceux qui cherchent, car du travail il n'y en a pas. D'autant plus que dans la région, les entreprises ferment les unes après les autres.

Ne pouvant plus vivre avec une indemnité de chômage décente, ne trouvant pas de travail malgré des jours entiers passés à en chercher, Lucienne Simonet, une femme simple, qui vivait seule, a décidé un jour de se laisser mourir. Elle est restée chez elle et a attendu la mort. Pour

quelqu'un qui vit seul, le chômage c'est en plus le contact avec les autres qui est coupé. Dans ces conditions Lucienne a choisi de mourir.

Bien sûr, peut-on dire, ce n'est pas la solution. C'est vrai, mais la mort d'une ouvrière au chômage c'est une mort qui accuse, qui accuse une société où l'ouvrier

qui produit les richesses est exploité, méprisé, écrasé ; qui accuse une société qui un jour sera balayée par ceux-là mêmes qu'elle écrase aujourd'hui.



Etre sans travail, être au chômage, une situation que Lucienne Simonet n'a pu supporter.

## Le 25 juin à Reims

# Kermesse des locataires de la cité HLM du dépôt SNCF

En octobre 77, la société HLM (SICF) informait les locataires des cités du dépôt SNCF de Reims que leurs logements seraient démolis pour faire place à la construction de pavillons neufs. Cette opération spéculative qui a pour but la rentabilité, ne se soucie évidemment pas des cheminots dont les salaires sont plus que modestes. Les locataires se sont rebiffés et ont créé une association pour se défendre.

Après différentes assemblées générales où la participation était importante, les locataires ont voté démocratiquement, à bulletin secret pour désigner un bureau. Ensuite un secrétariat est élu. Des statuts sont déposés et l'association s'organise en créant deux commissions : l'une pour les affaires sociales et culturelles, l'autre pour le logement à laquelle l'ensemble des locataires participe.

L'association demande une réunion des locataires avec la participation du directeur de la SNCF, du directeur de la région SNCF

et des délégués syndicaux.

Cette réunion a eu lieu. Le directeur de la région SNCF est absent. Il a peur d'être confronté à la réalité des faits. Comment pourrait-il expliquer aux cheminots et retraités, gagnant moins de 2 000 F par mois qu'ils peuvent payer 720 F de loyer au lieu de 220 F comme dans les logements actuels. La séance a été houleuse. Le directeur de la société HLM est très mal à l'aise. Les délégués syndicaux sont là. Ils comprennent que le problème est plus grave qu'on ne le croyait.

L'association intervient ensuite au niveau de diverses instances, mairie, préfecture, députés. Ceci dans la période d'octobre 1977 à mars 1978. Tout le monde promet. Les législatives arrivent. Après les élections, la SNCF recommence ses pressions et n'annule pas son projet. L'association pourtant ne désarme pas. Un meeting a lieu, FR3 y vient, le problème prend

une ampleur insoupçonnée. La mairie demande une table ronde pour le 28 juin entre le directeur départemental, la mairie de Reims et la société HLM. L'association est évincée. Le bureau envoie une lettre au maire en le priant de prendre en compte les aspirations des locataires qui veulent une modernisation par la création de douches, ce qui permettrait de maintenir les logements sous la loi de 1948.

Un questionnaire est aussi envoyé à tous les locataires pour établir un programme.

La commission logement a abouti les doléances légitimes des locataires. Le 25 juin, la commission affaires sociales et culturelles organise une kermesse populaire où la participation des locataires doit être importante.

D'après une correspondance de Reims

## À Toulouse manifestation de soutien au peuple argentin

La semaine dernière ont eu lieu à Toulouse d'importantes manifestations de soutien au peuple argentin. Un meeting de 6 heures a rassemblé 1 000 personnes. Des débats très riches ont eu lieu. Les grévistes de la Lloyd ont également expliqué leur lutte.

Le jeudi 15 a eu lieu également à l'appel d'Amnesty International une manifestation de solidarité avec les femmes argentines. Près de 800 femmes vêtues de noir ont tourné plusieurs fois place du Capitole. Les manifestantes se sont ensuite rendues aux 6 heures sur l'Argentine.

D'après le correspondant de Toulouse

## Un mois de reportage en Chine

Témoignage recueilli à Shanghai

# Oui les Quatre ont exercé une dictature fasciste



Deux vieux cadres du Parti communiste chinois ayant eu maille à partir avec la bande des Quatre.

Ces dernières années, la presse s'est emparée de divers témoignages pour laisser entendre qu'en Chine le régime avait finalement une attitude assez semblable à celle de l'URSS. Nous avons voulu montrer dans de précédents articles qu'il n'en est rien. Au contraire, depuis la défaite de la politique impulsée par la bande des Quatre, on assiste à un renouveau de vigueur de la démocratie socialiste.

Nous en avons eu la preuve à travers de nombreux témoignages. L'échec de leur politique a conduit les Quatre à encourager leurs partisans dans l'utilisation de méthodes de contrainte et de coercition à l'égard du peuple. Pour essayer d'imposer de force leur politique, ils ont employé, disons le mot, des méthodes social-fascistes assez semblables à celles qui ont eu lieu en URSS pour préparer le coup d'État de Krouchtchev et le développement des « goulags » universellement condamnés. Le témoignage du camarade Shia, détenu arbitrairement parce qu'il connaissait le passé de Kiang Sing et que certains craignaient qu'il le révèle, est un exemple parmi de nombreux autres. Laissons-lui la parole.

En tant que journaliste combattant clandestinement en territoire occupé par le Kuomintang, j'ai vécu dans les années 1945 une période de « terreur

blanche ». Mais personnellement, j'en ai vécu une autre ensuite, après la Libération, au moment de la bande des Quatre.

Voici comment l'histoire commence. En 1956, un camarade est venu discuter avec moi pour des enquêtes de routine. Parlant d'un camarade, il m'a demandé combien de fois il s'était marié et je lui ai dit le nom de sa première épouse : Lain Ping (c'était le nom dont se faisait appeler Kiang Sing dans les années 30).

Des années plus tard, en novembre 1970, j'ai été arrêté sous prétexte d'avoir « diffusé des secrets » et j'ai su par la suite que c'était d'avoir parlé de Kiang Sing qu'on me reprochait.

Jeté en prison et considéré comme contre-révolutionnaire, j'y suis resté 17 mois en « détention absolue », les membres de ma famille ne pouvant venir me voir. Au début, si j'avais besoin de quelque chose, je pouvais l'écrire sur un bout de papier et en faire la demande à ma famille. Au bout de sept mois, je n'en ai plus eu le droit. Ma famille est restée sans nouvelle de moi et ma femme s'attendait à ce que le facteur lui apporte des nouvelles de ma mort. Elle pensait bien que sinon je lui aurais envoyé quelques mots au moins. Puis, ne sachant toujours pas si j'étais mort ou vivant, elle s'est dit que j'étais peut-être devenu fou et ne savait plus écrire.

Pendant 17 mois de prison,

j'ai été brutalisé et torturé de telle façon que trois jours ne suffiraient pas à tout raconter.

Outre les brutalités morales, la mise au secret et la solitude, j'ai vécu des sévices physiques, reçu des coups de poing sur le visage, la poitrine et sur les pieds.

Comme j'avais connu Kiang Sing à une époque de son passé où elle avait trahi et exercé son métier d'artiste au service de la domination du Kuomintang, ils voulaient me faire avouer ce que je savais exactement, car ils craignaient que je ne le révèle.

C'est seulement quand je suis sorti de prison qu'on m'a reproché officiellement d'avoir « démasqué les secrets du quartier général du prolétariat ». Kiang Sing était en effet un personnage très en vue dans la Grande Révolution culturelle prolétarienne. J'ai pourtant répondu que je n'avais fait que répondre à une enquête effectuée des années auparavant par un camarade et n'avait rien dévoilé de mon propre chef. Cela n'a servi à rien. On m'a déclaré que je devais déjà m'estimer heureux d'avoir « obtenu d'être seulement placé sous surveillance pendant deux ans dans le Parti ». Un an plus tard, à la demande des principaux responsables de Shanghai, partisans de la bande des Quatre, j'ai été exclu du Parti et cette exclusion a été pour moi, communiste, une mesure extrêmement dure à supporter.

On m'a envoyé dans une école de « cadres du 7 mai », non pour me « rééduquer » mais pour continuer à me persécuter. Les partisans des Quatre ont cherché, au bout de quelques années, à me faire quitter mon travail et à prendre ma retraite pour me fermer complètement la bouche. Heureusement, j'ai pu tirer prétexte d'un accident dans lequel j'ai été gravement blessé par une voiture pour ne pas remplir les papiers de mise à la retraite. C'est peu après la défaite de la bande des Quatre que j'ai quitté l'école des « cadres du 7 mai ».

Voilà quelle répression arbitraire j'ai subie, tout simplement parce que Kiang Sing avait peur que je révèle des choses de son passé.

L'histoire que nous a racontée ce camarade met directement en cause l'un des quatre membres de la bande des Quatre, Kiang Sing. Cette dernière, d'après ce que nous ont raconté nos guides, avait effectivement mis ses talents d'artiste au service du Kuomintang, dans les années 1930, avant de se rendre par la suite à Yenan.

Mais les camarades chinois nous ont expliqué à plusieurs reprises que ce n'était pas quelque « méchanceté » des quatre dirigeants fractionnels qui était en cause dans la répression, mais la véritable dictature fasciste qu'ils ont fait régner et dont

nous avons eu de très nombreux exemples. Ils défendaient une politique qui était finalement contraire aux intérêts du peuple et que le peuple a combattu. Refusant de se plier aux règles de fonctionnement du centralisme démocratique, ils ne pouvaient alors conduire leurs partisans qu'à avoir recours à des méthodes fascistes pour imposer leurs vues.

La différence avec ce qui s'est passé en URSS dans les années 1955, après la mort de Staline, c'est que le Parti communiste et le peuple chinois ont su lutter de façon suffisamment efficace pour isoler les dirigeants des gens qu'ils influençaient et garder le pouvoir.

C'est en tirant les leçons de cette lutte mouvementée et complexe que le Parti communiste et l'Assemblée nationale populaire chinoise ont décidé, après ce que beaucoup appellent une « deuxième libération », d'accroître encore la démocratie socialiste tout en renforçant le centralisme afin que des flots de bureaucratisme ne puissent se consolider. La vigilance des masses populaires, leur éducation idéologique et politique pour distinguer une politique juste d'une politique subtilement fautive, joueront, nous ont affirmé nos camarades, un rôle croissant dans la protection et le perfectionnement de la dictature du prolétariat.

Jean NESTOR



Le président Houa, au cours d'une visite à la mine de Tangchan s'entretient au fond d'un puits avec des mineurs.

EN DÉCEMBRE 1976  
APRÈS LA MORT DE  
MAO TSE-TOUNG  
UNE DÉLÉGATION  
DE COMMUNISTES  
MARXISTES-  
LÉNINISTES  
DIRIGÉE PAR  
JACQUES JURQUET  
SE RENDAIT  
EN CHINE

Le récit de voyage est  
toujours disponible  
sous forme  
de brochure

«La Chine  
reste  
rouge»

Prix 5F

Passer vos commandes et li-  
beller vos chèques à l'ordre  
d'APN-Éditions  
BP 279 75 866  
PARIS Cédex 18

## Arsenaux, poursuite et durcissement de la grève

Le mouvement de grève déclenché le 12 juin dans les arsenaux se poursuit. Il se durcit même dans certaines régions, à Brest, Lorient, Indret, Cherbourg, Roanne, Toulon.

Dans les principaux établissements la poursuite de la grève a été décidée pour la semaine prochaine. Une centaine d'établissements pourraient être touchés.

### BREST

Plusieurs dizaines de travailleurs ont été réquisitionnés. Ceux travaillant à la centrale électrique de l'arsenal et ceux des carénages des sous-marins.

Cette réquisition constitue une grave atteinte au droit de grève. 50 000 tracts ont été distribués par les grévistes à la population brestoise.

Mercredi matin, la circulation a été bloquée durant une demi-heure sur un pont de Brest. L'après-midi du même jour, 6 000 personnes ont manifesté devant le château (la préfecture maritime). Il y avait là également avec les travailleurs de l'arsenal, leur famille, les employés communaux, ceux des Monoprix qui actuellement mènent des actions.

Jeudi matin, les grévistes ont bloqué en gare, durant une demi-heure, un train-express à destination

de Paris-Montparnasse.

Les grévistes se sont installés sur les voies, interdisant le départ du convoi prévu pour 11 h 47 et ont collé sur les wagons de nombreuses affiches rappelant leurs revendications.

Des réunions d'information dans les communes périphériques ont eu lieu vendredi.

A Brest, il y a actuellement 80 % de grévistes. La combativité est élevée. La question des moyens d'action efficaces est soulevée de plus en plus, en particulier par les jeunes.

Le patronat local appuie l'intransigeance gouvernementale, de peur qu'une victoire des travailleurs de l'arsenal ne fasse tâche d'huile et incite les autres métallos à passer à l'action.

# Le viol d'une enfant de 13 ans par trois policiers

Hier, 200 personnes ont manifesté à Bobigny contre le viol de Fatima par trois policiers. Le groupe-femmes « Saint-Denis-Floral » appelle les femmes à une réunion à Jussieu, le lundi 26 à 15 h, pour discuter de la riposte.

Le viol de Fatima, une enfant de 13 ans, par trois policiers de Saint-Denis, est un crime odieux. Bien sûr, tout viol est odieux. Mais le viol d'une enfant dépasse tout ce qu'on peut imaginer.

Le fait que des policiers aient commis ce crime n'est pas le fait du hasard. La hiérarchie policière prétend que ce viol a été commis par « de mauvais policiers ». Dans une déclaration, le directeur de la police de Saint-Denis a joué la stupeur, l'indignation et le bouleversement. Mais qu'en est-il exactement ? Est-ce la première fois qu'une femme est violée par un policier ? Il y a quelques mois, une jeune institutrice allemande était vio-

lée dans un commissariat, gare de l'Est. Nous pourrions accumuler de tels faits. En effet, de nombreux policiers ont été jugés pour viol.

Est-ce la première fois que des policiers tuent ou tirent sur des gens ? Il y a quelques mois, deux hommes, les frères Chassin, étaient tués sans aucune raison par des flics. En 1973, à Viroflay, un sous-brigadier blessait grièvement un jeune. Il a été jugé en mai dernier et condamné à 15 mois de prison avec sursis. En juillet 1976, un adolescent, Gilles Olivier, était tué par un flic. Le meurtrier a été condamné pour faute professionnelle. Ce ne sont là que quelques exemples pris

au hasard. La police tue. La police viole. Il est courant que des travailleurs immigrés soient matraqués, torturés dans les commissariats.

Non, tout cela n'est pas le fait du hasard, ni celui d'un mauvais recrutement des flics. La violence policière existe. La violence, c'est la raison d'être de la police qui est un appareil de répression de la bourgeoisie contre le peuple. Alors que des truands, Spaggiari, ou des criminels, tel que Mesrine, courent toujours, alors que des patrons responsables de la mort d'ouvriers sont laissés en liberté, la police exerce sa violence contre le peuple, contre les immigrés, contre les femmes, contre les jeunes, contre

les grévistes. On apprend aux flics, comme aux soldats, à réprimer, à mépriser le peuple. On leur inculque une idéologie raciste, sexiste, anti-jeunes, anti-ouvrière. Sinon, comment pourrait-on envoyer des policiers contre les grévistes à Cléon, à Flins, etc. ? On leur apprend également à respecter les riches. Voit-on souvent des femmes de bourgeois violées dans le 16<sup>e</sup> arrondissement à Paris ? Voit-on des policiers matraquer des patrons, les jeter en prison ? Non, jamais.

Fatima a été violée parce qu'elle était immigrée dans un quartier populaire.

L'insécurité qui règne est celle de la bourgeoisie. Elle est le fait de la police et du pouvoir.

## Non au meeting fasciste

# Ce qu'est l'eurodroite

L'« Eurodroite », composée du PFN (Parti des forces nouvelles), du MSI (Movimento social italiano) et de Fuerza nueva (Espagne), voudrait organiser un meeting fasciste à Paris, mardi prochain 27 juin. (Voir notre éditorial).

Les buts de ce meeting sont de redonner de façon générale un regain d'activité à l'extrême-droite européenne, de lutter contre le « péril communiste international » et plus concrètement de préparer aussi les futures élections au Parlement européen.

Le projet de regroupement des groupes d'extrême-

droite européens est un vieux rêve des nostalgiques de la dictature. En 1950 déjà, une conférence se tint à Malmoë.

Depuis lors, de nombreuses rencontres ont eu lieu entre l'OAS (Organisation armée secrète - bande terroriste qui sévissait lors de la guerre d'Algérie), le MSI italien et d'autres groupuscules. Fin 1968 et novembre 1969 : réunion à Rome. Septembre 1972 : à Munich, pour le premier congrès national européen. Août 1976 : accord signé à Londres entre les bandes d'extrême-droite d'Europe et aussi des USA.

En France, cette « Eurodroite » est représentée depuis peu par un vieux cheval de retour, habitué de ce genre d'activité, le sieur Tixier-Vignancourt. Tixier-Vignancourt est un ancien militant de l'« Action française », candidat aujourd'hui du Parti des forces nouvelles pour les prochaines élections présidentielles. Il est aussi candidat de la liste « Eurodroite-PFN » aux élections pour le Parlement européen. Comme tous les responsables de l'extrême-droite française, il fut lors de la guerre d'Algérie un fervent défenseur de « l'Algérie française ».

Le PFN a été créé en novembre 1974, au même moment il lançait une revue « Initiative nationale ». Il se tourne assez vite vers la droite officielle et musclée que représente le RPR de Chirac. En 1976, il ne présente pas de candidats aux cantonales et appelle à voter RPR.

On trouve des membres du PFN sur les listes chiraquiennes lors des municipales et des législatives. Jean Bruno de La Salle, membre du groupuscule de Tixier-Vignancourt, est nommé conseiller de Paris par Chirac, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

## Des employés de Boussac occupent le Crédit Lyonnais



Les ouvrières de Boussac lors de l'occupation du Crédit lyonnais à Paris. Au même moment, d'autres travailleurs de Boussac manifestaient à Epinal et il y avait des débrayages dans toutes les usines du tissage.

Plusieurs centaines d'employés de Boussac ont organisé un sit-in jeudi après-midi, au siège du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens, pour tenter d'arracher l'assurance que les salaires de juin leur seront bien versés. Le Crédit lyonnais joue un rôle essentiel dans le pool bancaire du groupe textile qui emploie quelque onze mille salariés.

« Nous voulons être payés », « Donnez-nous notre argent » ont scandé longuement les manifestants.

A l'extérieur, d'autres distribuaient des tracts aux passants, « Nous ne demandons pas l'aumône », criait un mégaphone un militant CFDT dont la sacoche était effectivement pleine d'effets de commerce à escompter (selon les syndicalistes), leur montant s'élèverait à environ 25 millions de francs, correspondant à des marchandises livrées. « Il n'y a pas de raison pour qu'on nous refuse ces traites ».

Des tracts indiquaient qu'en 1977, les agios versés aux différentes banques par le groupe Boussac ont atteint 60 millions de francs, soit plus de 8 % du chiffre d'affaires total.

Des motions de soutien ont été apportées aux manifestants de la part des salariés de la BNP, de la Société générale mais aussi du Crédit lyonnais.

# La gauche s'enfoncé dans la division

(Suite de la page une)

La polémique sévit entre les partis de gauche comme elle sévit au sein de chacun d'eux. Depuis les élections, les dirigeants du PCF, comme du PS, développent le même slogan : la responsabilité incombe... à l'autre. Cela évite toute remise en cause. Peut-être cela permet-il, même à Marchais ou Mitterrand, d'avoir bonne conscience. Aujourd'hui, Mitterrand renvoie la balle à Marchais : « Le PCF a viré à droite » dit-il. Cela ressemble plus à un match

de ping-pong qu'à un débat politique.

Les travailleurs, eux, qu'ont-ils à gagner à ces disputes ? On a beau chercher, il serait bien difficile de trouver ce qu'elles ont fait avancer depuis des semaines et des mois qu'elles durent...

De plus, au sein du PS, comme des radicaux de gauche, elles se doublent de rivalités personnelles entre arrivistes : qui, de Rocard ou de Mauroy, sera le dauphin de Mitterrand ?

Au sein du PCF les rivalités personnelles sont moins apparentes. Mais il n'empêche que là non plus le « débat » n'a pas fait avancer les choses, du fait que le Comité central l'a bloqué (voir page 3).

La question que se posent des milliers de travailleurs aujourd'hui, c'est comment lutter contre le gouvernement Barre-Giscard après ces élections que la droite a gagnées ?

Or, nous assistons au triste spectacle d'une gau-

che divisée, rongée de rivalités, remplaçant le débat par la menace, l'insulte, l'affirmation péremptoire.

Vraiment, l'avenir est ailleurs. Comment lutter contre le plan Barre ? Regardons les ouvriers de Renault, les grévistes des arsenaux. L'avenir, c'est l'unité de la classe ouvrière à la base et dans la lutte contre le capitalisme, quelle que soit l'appartenance politique, et non pas les divisions stériles des états-majors de gauche.